



NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/4479

3 avril 1968

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 2 de l'ordre du jour

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA QUARANTE-QUATRIEME SESSION
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Communication datée du 18 mars 1968 adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Le représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de se référer au paragraphe 2 de la note du Secrétaire général (E/4450) relative à l'ordre du jour provisoire de la quarante-quatrième session du Conseil économique et social. Compte tenu du projet de règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur la circulation routière qui doit avoir lieu prochainement (E/CONF.56/6, 30 novembre 1967) et d'après lequel le chinois sera l'une des langues officielles de la Conférence et que des services d'interprétation en chinois seront assurés, il informe le Secrétaire général que par souci de ne pas surcharger l'ordre du jour du Conseil, le Gouvernement chinois n'insistera pas pour que les documents soient disponibles en chinois au cours de la Conférence, comme le demandait le représentant permanent dans sa note du 9 novembre 1967, reproduite dans le document E/4439.

Toutefois, le Gouvernement chinois tient à réserver le droit de demander que des documents importants, tels que les résolutions, les conventions et l'acte final que la Conférence sera appelée à adopter, soient traduits en chinois après la Conférence.

Le représentant permanent tient à souligner que la pratique des Nations Unies est d'avoir cinq langues officielles et trois langues de travail. Les services

11/11/79
Français
Page 2

d'interprétation et la documentation importante devraient, en règle générale, être fournis au cours de la Conférence dans toutes les langues officielles. En conséquence, le projet de règlement provisoire de la Conférence des Nations Unies sur la circulation routière ne saurait constituer un précédent.
